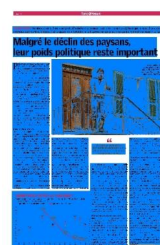


POINT FORT Nombre d'agriculteurs siègent à l'échelon communal, cantonal ou national, bien que le cumul des deux activités soit parfois difficile. Cette spécificité helvétique, à l'œuvre depuis près d'un siècle, varie d'une région à l'autre.

Malgré le déclin des paysans, leur poids politique reste important



Pierre-André Henzelin, ici devant l'Hôtel de Ville de Cœuve (JU), est devenu maire en janvier. En parallèle, il gère un domaine bio de 55 hectares.



Pierre-André Henzelin est un homme très occupé. En plus d'être à la tête d'un domaine de 55 hectares, ce père de cinq enfants est récemment devenu maire de Cœuve (JU). Depuis janvier, il partage son temps entre son nouveau bureau où il se rend deux ou trois fois par semaine, et sa ferme bio, actuellement en transition permacole. «C'est un emploi du temps chargé, mais faisable. Il suffit de bien s'organiser en fonction de la météo. En tant que paysan, j'ai l'habitude de jongler entre plusieurs activités et de ne pas compter mes heures, raconte le quadragénaire. J'ai la chance d'avoir mon épouse qui me seconde dans l'exploitation, ainsi que des stagiaires et bientôt l'un de mes fils. C'est un travail d'équipe.» Après deux ans comme conseiller communal, celui qui est vice-président du Parti chrétien-social indépendant avait envie d'avoir un impact concret dans son village. «Mon but est d'atteindre la neutralité carbone, notamment en installant des panneaux solaires et des éclairages LED dans les lieux publics. Malgré un budget souvent serré, les collectivités ont un devoir d'exemplarité dans la transition verte.»

Jura et Vaud en tête

Comme lui, de nombreux agriculteurs sont engagés au sein de leur municipalité en Suisse. C'est particulièrement le cas dans le Jura, où au moins un paysan – ou un professionnel proche du milieu – siège dans l'exécutif de chaque commune rurale. Pour François Monin, directeur d'AgriJura, cette forte présence n'est pas étonnante. «Comme les paysans sont indépendants, ils bénéficient d'une flexibilité horaire. Sans compter qu'ils sont la plupart du temps sur place, ce qui est pratique. De manière générale, ils ont conscience que la production agricole est fortement régie par la politique et souhaitent défendre leurs intérêts. Leur quotidien est directement impacté par les décisions en lien avec la gestion de l'eau ou l'aménagement du territoire.» Enfin, ces

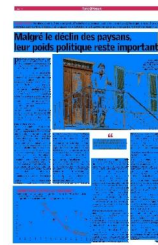
personnes seraient souvent élues, car «elles sont actives dans la vie sociale de leur commune, que ce soit dans un club de sport ou de musique, et bénéficient de la confiance de la population», avance-t-il.

Ce phénomène s'observe aussi au sein des parlements cantonaux, avec une proportion relativement élevée de députés dont le métier est lié au monde agricole, comme dans le canton de Vaud (20%), Jura (15%) ou Neuchâtel (12%). Si ces pourcentages sont plutôt stables depuis quarante ans, ils ont diminué à Berne et à Genève, d'après les chiffres des chercheurs Mark Schelker et Lukas Schmid des universités de Fribourg et Lucerne. François Erard, directeur d'AgriGenève, confirme: «En 2023, on compte six représentants du monde agricole au Grand Conseil genevois, contre une douzaine dans les années 1990. Il est plus dur de recruter des jeunes, car ils ont moins de disponibilité que la génération précédente. Cela s'explique en partie par la dégradation des conditions économiques, ainsi que par la généralisation de la vente directe, qui prend beaucoup de temps.»

Malgré tout, ce métier continue d'être surreprésenté dans nos institutions, que ce soit à l'échelon cantonal ou fédéral, en

En tant qu'agriculteur, j'ai l'habitude de jongler entre plusieurs tâches et de ne pas compter mes heures.

comparaison avec la proportion réelle d'agriculteurs dans le pays qui ne cesse de diminuer (*voir le graphique*). À ce titre, la Suisse est un cas particulier, explique Andrea Pilotti, politologue à l'Université de Lausanne. «Le poids des paysans est stable depuis leur arrivée au Conseil national vers 1920, grâce à la naissance du parti agrarien, ancêtre de l'UDC. À l'époque, les partis bourgeois majoritaires avaient souhaité reconnaître aux agriculteurs un rôle d'alliés dans un contexte de fortes tensions sociales, menant à la grève générale



de 1918.» Ainsi, trente ans plus tard, on comptait 13% de parlementaires agriculteurs, alors que ce chiffre diminuait fortement dans les autres pays occidentaux. «En revanche, depuis vingt ans, on assiste à un recul en Suisse, car l'UDC oriente davantage ses intérêts en faveur des petites et moyennes entreprises.»

Thématiques fondamentales

Bien que les écologistes gagnent du terrain depuis 1980, l'UDC reste le favori des agriculteurs de nos jours, avec le PLR et le PDC. Autre constat: il y a de plus en plus d'élues paysannes, même si ce nombre reste très minoritaire. «De manière générale, le rôle de cette profession est toujours important et influence la vie politique du pays. L'élection en 2015 du conseiller fédéral vaudois Guy Parmelin, vigneron de métier, en est une bonne illustration.» Certains refusent toutefois de parler de «surreprésentation», à l'image de Laurence Cretegnny, paysanne et élue PLR au Grand Conseil vaudois. «Selon moi, il s'agit d'une juste représentation de nos intérêts, car les thématiques agricoles et alimentaires sont fondamentales dans notre société. Cette branche vitale doit être défendue», affirme celle qui préside le groupe agricole vaudois au Grand Conseil.

Double casquette dure à porter

Au-delà de ce débat, est-il toujours possible de concilier vie à la ferme et politique? Si certains y parviennent au sein de leur commune, la tâche se complexifie à l'échelle cantonale, comme en témoigne Laurence Cretegnny: «Pendant huit ans, je me suis souvent levée à 3 heures du matin pour préparer le pain, avant de filer à Lausanne. C'était lourd. J'ai pu maintenir les deux activités grâce à ma fille; il faut être bien entourée.» Georges Vuillod, maraîcher et ex-député au Grand Conseil genevois, abonde: «Je n'arrivais pas à préparer autant que je l'aurais souhaité les séances de commission. Sans compter que les indemnités

allouées aux députés ne me permettaient pas d'embaucher un collaborateur pour me remplacer. J'ai préféré démissionner.»

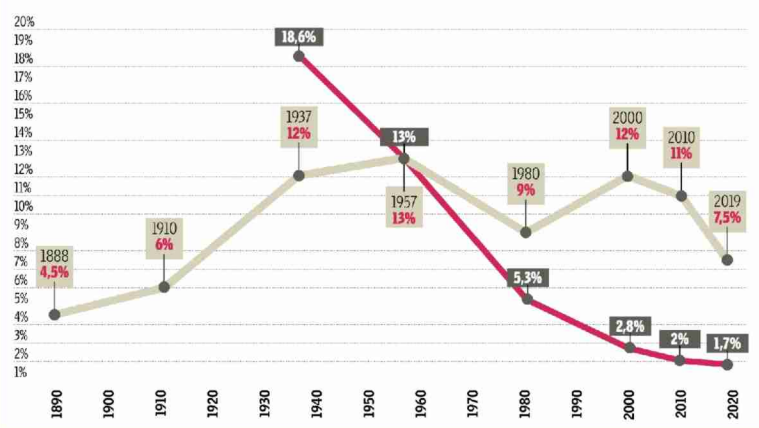
À l'échelon fédéral, cette double casquette devient un véritable défi, qu'a tenté de relever le conseiller national fribourgeois Pierre-André Page, à la tête d'un domaine de 62 hectares. «Au début, j'essayais de garder un 40% à la ferme, mais les séances à Berne n'étaient pas toujours compatibles avec la traite et les moissons. J'ai dû engager du personnel pour pallier mon absence.» L'an dernier, le sexagénaire a préféré mettre son domaine en location pour se consacrer à sa carrière politique. «Lorsque les enfants ne veulent pas reprendre l'exploitation, il devient difficile de la conserver. C'est ce qui m'est arrivé. Je pense tout de même qu'il est important de maintenir un parlement de milice. Garder un lien concret avec l'agriculture permet de mieux la défendre.»

LILA ERARD

SURREPRÉSENTATION AU PARLEMENT

Comparaison entre la part d'agriculteurs au sein du Conseil national et dans la population suisse (y compris vigneron et viticulteurs)

■ Agriculteurs élus au Conseil national ■ Agriculteurs en Suisse



© ANDREA PILOTTI/OFFICE FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE